

MARDI

5
OCTOBRE

STOP À LA RÉGRESSION SOCIALE :

DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS ET DE LA PROTECTION SOCIALE !

IL Y A URGENCE À AUGMENTER LES SALAIRES ET À GARANTIR LES EMPLOIS !



57

Les organisations syndicales de Moselle FO, CGT,

Solidaires, FSU, FA-FPT, FSE n'ont cessé de dénoncer, depuis le début de la pandémie, la gestion hasardeuse, voire calamiteuse, de la crise sanitaire par le gouvernement, ainsi que la dérive autoritaire qui met en cause les libertés individuelles et collectives.

Si tout doit être fait pour endiguer l'épidémie et éviter la saturation des hôpitaux, chacun peut constater que le gouvernement n'a donné aucun moyen supplémentaire à l'hôpital, aucun lit de réanimation n'a été ouvert, aucun poste n'a été créé pour faire fonctionner l'hôpital et soigner les patients. Pour les syndicats, il y a urgence à renforcer l'accès à la santé, les moyens de l'hôpital public et de la médecine du travail.

Dans le même temps, la situation sanitaire est utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salarié-es et des jeunes. Les sanctions, notamment financières, liées au passe sanitaire et à l'obligation vaccinale en sont l'illustration parfaite : personne ne peut l'accepter.

Les confédérations et organisations syndicales et de jeunesse ont mis en garde le gouvernement, au début de l'été, face à ses politiques de régression sociale qui poursuivent la casse du Code du travail, des Conventions collectives et du Statut, et remettent cause les services publics et la protection sociale.

Manifestement, mais sans surprise, le gouvernement n'en a pas tenu compte. Il est donc temps d'agir !

Alors que l'emploi est une des préoccupations essentielles des jeunes et du monde du travail et que la précarité est en forte hausse, le gouvernement maintient la réforme de l'assurance chômage qui va réduire les droits et l'indemnisation des chômeurs. **STOP !**

De la même manière, Macron, Castex et Le Maire n'ont pas réellement renoncé à remettre en cause nos retraites : recul de l'âge de départ à 64 ans ; système par points qui baissera le niveau des pensions et agravera les inégalités ; suppressions de tous les régimes, dont les régimes spéciaux, pour un système unique au rabais. **STOP !**

Et dans le même temps, le pouvoir d'achat continue de baisser pour tous. Et l'augmentation automatique du SMIC annoncée ne règle rien. Les travailleurs particulièrement exposés et dits de « 2e ligne » sont maintenus à de bas salaires et ne voient aujourd'hui aucune perspective d'amélioration. **ÇA SUFFIT !**

Les personnels de la fonction publique attendent toujours et depuis des années des mesures salariales à la hauteur de la perte colossale de leur pouvoir d'achat. Les jeunes ont vu l'investissement dans les aides directes baisser ces dernières années. **ÇA SUFFIT !**

C'est pourquoi elles exigent :

- l'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage ;
- une véritable augmentation des salaires, du SMIC et des grilles de classifications, du point d'indice de la Fonction Publique, des pensions, des minima sociaux et des bourses d'études ;
- un vrai travail avec un vrai salaire pour toutes et tous et l'égalité professionnelle femmes/hommes ;
- l'arrêt des aides publiques aux entreprises sans conditions ni contreparties ;
- l'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au Code du travail et aux garanties collectives ;
- un coup d'arrêt à la précarisation de l'emploi et à la précarité des jeunes en formation et une réforme ambitieuse des bourses ;
- la fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la Fonction publique et le renforcement de leurs moyens ;
- le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail.

GRÈVE
ET
MANIFESTATION

À METZ

5
OCT
2021

15 HEURES
PLACE DE LA GARE